

Au Journal officiel du 28 octobre au 3 novembre 2017

Au Journal officiel du 28 octobre au 3 novembre 2017

06/11/2017

Au Journal officiel du 28 octobre au 3 novembre 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 28 octobre 2017 :

- Décret n° 2017-1497 du 26 octobre 2017 relatif à la **transposition de l'article 1er de la directive 2013/64/UE du Conseil du 17 décembre 2013 ayant modifié la directive 91/271/CEE du Conseil à la suite de la modification du statut de Mayotte à l'égard de l'Union européenne.** – *Modification du Code général des collectivités territoriales.*

Au JO du 31 octobre 2017 :

- Loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 **renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.** – *Modification du Code de la sécurité intérieure, du Code de procédure pénale, du Code de la défense, du Code des douanes et du Code des transports et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte entre en vigueur le 31 octobre 2017 (cf. art.21) et contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 5, II et 15, II).*

Au JO du 1^{er} novembre 2017 :

- Arrêté du 3 octobre 2017 relatif aux **zones géographiques mentionnées aux articles R.* 442-3-3 et R.* 481-11 du Code de la construction et de l'habitation.** – *Abrogation des arrêtés des 8 et 30 décembre 2009. – Ce texte entre partiellement en vigueur le 1er janvier 2018 ;*
- Arrêté du 20 octobre 2017 **supprimant les modèles des formulaires relatifs au médecin référent devenus obsolètes.** – *Abrogation de l'arrêté du 2 février 1988 et de l'arrêté du 7 septembre 1998 ;*
- Décret n° 2017-1516 du 30 octobre 2017 relatif à **l'autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires.** – *Modification du Code de l'aviation.*

Au JO du 3 novembre 2017 :

- Ordonnance n° 2017-1519 du 2 novembre 2017 **portant adaptation du droit français au règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité.** – *Modification du Code de commerce ;*
- Décret n° 2017-1518 du 31 octobre 2017 relatif à **l'interdiction de solliciter un agrément pour l'exploitation des établissements mentionnés à l'article L. 213-1 du Code de la route.** – *Modification du Code de la route ;*

-
- **Arrêté du 17 octobre 2017 relatif à la présentation de la déclaration et des demandes prévues par le décret n° 98-246 du 2 avril 1998 et le titre Ier du décret n° 98-247 du 2 avril 1998.** – *Modification de l'arrêté du 28 octobre 2009 pris en application des décrets n° 97-558 du 29 mai 1997 et n° 98-246 du 2 avril 1998 et relatif à la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles d'un professionnel ressortissant d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen.*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA